



BOLIVIE : ELECTIONS ET DÉMOCRATIE MAINTENANT!

Manifeste de Wiphalas Across the World (Wiphalas Dans Le Monde -

<https://www.wiphalasacrosstheworld.com/european-support>),

publié par les communautés boliviennes en Europe et dans le reste du monde, reçoit un soutien croissant de personnalités éminentes du spectre politique européen, notamment Jeremy Corbyn MP, ancien chef du parti travailliste, Baltazar Garzón, juriste internationaliste, Maïté Mola, vice-présidente du parti de la Gauche Européenne (PIE), Jean Ziegler, conseiller du Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies et Jean-Luc Mélenchon, député national français, président du groupe parlementaire France Insoumise.

Le Manifeste dénonce la répression systématique du peuple bolivien par le gouvernement de facto et raciste de Janine Añez, qui se déchaîne contre le mouvement autochtones, en particulier les femmes autochtones, et les organisations paysannes, ouvrières et sociales.

Ces attaques ont pour fonction d'empêcher les Boliviens d'exercer leur droit d'exprimer son opposition au programme brutal de contre-réformes néolibéraux du gouvernement de facto, qui cherche à démolir toutes les conquêtes du gouvernements du Mouvement au Socialisme MAS-IPSP, et qui a déjà fait reculer la Bolivie des décennies.

Le Manifeste souligne en outre la systématique persécution judiciaire et policier du parti MAS-IPSP dans le but inavouable de l'interdire et ainsi de suite l'empêcher de participer aux élections prévues pour le 6 septembre 2020. Le gouvernement de facto s'efforce également de reporter les élections se perpétuer dans le pouvoir de la même manière qu'il l'a acquis : anti-démocratiquement.

Le Manifeste appelle l'opinion publique mondiale à exiger du gouvernement de facto à respecter les principes constitutionnels des droits de l'homme, comme le droit à la liberté d'expression, d'opinion, d'organisation et de mobilisation et le respect d'une procédure régulière dans le domaine judiciaire; la cessation de la criminalisation d'individus et d'organisations en raison de leurs convictions et enfin la tenue d'élections libres, justes et transparentes, qui est la fonction unique du gouvernement transitoire d'Añez.



POUR DES ELECTIONS LIBRES, JUSTES ET TRANSPARENTES DE L'ÉTAT PLURINATIONAL DE LA BOLIVIE

Préoccupés par la profonde crise politique, sociale, économique et sanitaire et la violation systématique des droits humains que vivent les citoyens de l'Etat Plurinational de Bolivie, les autorités et ex-autorités en Europe, nous déclarons :

Plusieurs missions internationales telles que la Délégation argentine en solidarité avec le peuple bolivien, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont vérifié et constaté la réalité de la violence sélective et raciste, déclenchée dans le contexte de manifestations sociales pré- et post-électorales en octobre-novembre 2019, qui a fini par converger vers un coup d'État, conduisant à une succession présidentielle douteuse en établissant un gouvernement de transition le 12 novembre de la même année.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de transition, une persécution systématique qui persiste encore aujourd'hui est mise en œuvre par la police, l'armée et la justice à l'encontre des anciennes autorités et fonctionnaires du gouvernement précédent, soit les militants et les partisans du Mouvement pour le socialisme (MAS-IPSP) et toute personne dissidente de la politique et de l'idéologie du gouvernement actuel.

La crise politique, sociale, économique et sanitaire en Bolivie a aggravé la situation des travailleurs, des peuples autochtones, des paysans et des citoyens en général : il y a violation de leurs droits à la vie, la liberté d'expression, la liberté d'association et la critique sociale.

La crise sanitaire de Covid-19 et la mauvaise gestion du gouvernement de transition ont révélé un traitement inhumain, une détention arbitraire et une discrimination raciale pendant le confinement, pendant lequel la répression prime sur la prévention, aucun soin ou soutien social n'est accordé pour permettre à la population et en particulier aux plus vulnérables de vivre dans des conditions acceptables la quarantaine obligatoire imposée par le gouvernement, alors que la Bolivie est le premier pays au monde à avoir la plus grande économie informelle.

Nous saluons l'accord et le consensus conclus entre les différentes forces politiques qui permettront à la Cour électorale suprême (TSE) de proposer à l'Assemblée législative plurinationale l'appel à des élections générales le 6 septembre 2020.

Nous demandons donc instamment :

- La tenue d'élections générales libres, justes, transparentes et démocratiques, accompagnées d'observateurs internationaux avant, pendant et après le processus électoral, tout en prenant les mesures nécessaires pour préserver la santé des électeurs et des autorités électorales.
- Garantir le respect aux droits humains et la sauvegarde des droits sociaux et politiques tels que le droit à la liberté d'expression, d'opinion, de liberté de la presse, de participation politique, à l'équité entre les sexes dans un cadre d'État de droit démocratique.
- Cesser la criminalisation des personnes pour leurs croyances et convictions idéologiques afin de garantir l'impartialité judiciaire et l'application de la loi dans les procédures en cours.

Juin 2020



SPAIN

- **Baltazar Garzón Real**, *Jurista Internacionalista*
- **Maïté Mola**, *vicepresidenta del Partido de la Izquierda Europea (PIE)*
- **Manu Pineda**, *Euro Diputado PCE, responsable de relaciones internacionales del PCE*
- **María Eugenia Martínez Palop**, *eurodiputada de Unidas Podemos*
- **Enrique Santiago**, *Diputado y Secretario General del Partido Comunista*
- **Gerardo Pisarello**, *Diputado y Secretario primero del Congreso de los Diputados*
- **Idoia Villanueva**, *Diputada de Podemos, miembro del Parlamento Europeo*
- **Vicent Garcés**, *ex-Diputado Europeo, Izquierda Socialista-PSOE.*
- **Licia Muñoz**, *Diputada de Unidas Podemos*
- **Roberto Uriarte**, *Diputado*
- **Francisco José Pérez Esteban**, *Responsable de Política Internacional de Izquierda Unida*
- **Mauricio Valiente Ots**, *Coordinador del Grupo Parlamentario IU*
- **Roser Maestro Moliner**, *Diputada de Unidas Podemos*
- **Unai Sordo Calvo**, *Secretario General de CCOO de España*
- **Cristina Faciaben Lacorte**, *Secretaria de Internacional de CCOO*
- **Ramón Górriz Villalta**, *Presidente de la Fundación Primero de Mayo*
- **Félix Ovejero Torres**, *Responsable de Cooperación al Desarrollo y América Latina de CCOO*
- **Inmaculada Nieto Castro**, *Portavoz del Grupo Parlamentario de ADELANTE ANDALUCÍA en el Parlamento Andaluz*
- **Sol Sánchez Maroto**, *Diputada de IU-Unidas Podemos en la Asamblea de Madrid*
- **Marcos Roitman Rosseman**, *académico y profesor de Sociología en la Universidad Complutense de Madrid*
- **Jaime Pastor Verdú**, *profesor de Ciencia Política de la UNED (Universidad Nacional Educación a Distancia)*
- **Heriberto Cairo Carou**, *exDecano Facultad de Ciencias Políticas de Universidad Complutense de Madrid*
- **Ángel Cappa Polchi**, *psicopedagogo y ex entrenador adjunto del Real Madrid*
- **Eduardo Sánchez Iglesias**, *Profesor de Ciencias Políticas y Sociología de la Univ. Complutense de Madrid*



UNITED KINGDOM

- **Jeremy Corbyn MP**, *former Leader of the Labour Party*
- **Richard Burgon**, *former Shadow Secretary of State for Justice and Labour MP*
- **Claudia Webbe**, *Labour MP*
- **Apsana Begum**, *Labour MP*
- **Belgica Guaña**, *Councillor Labour Party*
- **Patrick Spence**, *Councillor Labour Party*
- **Aydin Dikerdem**, *Councillor Labour Party*
- **Dr Francisco Dominguez**, *Middlesex University, UK*

AUSTRIA

Michael Wögerer, *Presidente de la Asociación de Amistad Austria-Cuba (AAAC)*

SWEDEN

- **Malin BJÖRK**, *parlementaire europe Groupe de la Gauche unitaire européenne - Gauche verte nordique*
- **Hakan Svenneling**, *portavoz del partido de la Izquierda en Suecia*

SWITZERLAND

- **Stéphanie Prezioso**, *diputada nacional Suiza, Ensemble à gauche*
- **Jean Ziegler**, *sociólogo, asesor del Consejo de Derechos Humanos de las Naciones Unidas, Ginebra, Suiza*
- **Erica Deuber Ziegler**, *historiadora de Arte, Ginebra*
- **Alfred de Zayas**, *UN Independent Expert on the Promotion of a Democratic and Equitable International Order 2012-2018*
- **Alexandre Eniline**, *presidente Parti du Travail*



FRANCE

- **Jean-Luc Melenchon**, *diputado nacional francès, presidente del grupo parlamentario France Insoumise*
- **Cristian Rodriguez**, *relations internationales, Un Monde en Commun*
- **Joël Perichaud**, *secrétaire national aux Relations internationales du Pardem.*

D'AUTRES SIGNATURES SOLIDAIRES D'EUROPE ET DU MONDE.

- **Marianne Blume**, *professeur retraitée, militante à l'ABP, Bruxelles, Belgique*
- **Marie Louise Benoit**, *Retraitée Education nationale (France)*
- **Saïd Bouamama**, *sociologue, France*
- **Yves Carrier**, *CAPMO, Québec, Canada*
- **Gerardo Duré**, *miembro de la coordinación del Seminario de Formación Teológica, Comité Oscar Romero, Grupo de Reflexión y Solidaridad, Miembro de SICSAL Servicio Internacional Cristiano en Solidaridad con América Latina*
- **Bernard Duterme**, *Directeur, CETRI - Centre tricontinental*
- **Michel Laberge**, *Desarrollo y Paz (Développement et Paix) Québec*
- **Hervi Lara B.**, *Coordinador Nacional, Comité Oscar Romero-SICSAL-Chili*
- **Jean François Parent**, *Président du Laboratoire International pour l'Habitat Populaire, France*
- **Juan José Tamayo**, *Director de la Cátedra de Teología y Ciencias de las Religiones "Ignacio Ellacuría", Universidad Carlos III de Madrid, Spain*
- **Pierard Christine**, *citoyenne du monde, France*
- **Prof. Dr. Luiz Carlos Susin**, *Advisory Board Concilium international Journal of Theology, World Forum on Theology and Liberation, General Secretary*
- **Julio Zumaeta**, *Comunidad Óscar Romero de Valparaíso, Chile.*